



EXPORTATIONS

La Coordination Rurale n'est pas opposée par principe aux exportations, à condition qu'elles soient rémunératrices pour les producteurs et qu'elles n'ouvrent pas, par substitution, la porte à des importations d'autres produits à prix trop bas pour d'autres producteurs.

Exporter un produit à valeur ajoutée, tel que vins et spiritueux, n'a rien à voir avec l'export de produits bruts, à un cours mondial inférieur aux coûts de production. Dans ce dernier cas, seuls les intermédiaires sont gagnants, pas les agriculteurs. De plus, tout comme les importations de marchandises à bas prix qui, de surcroît, ne correspondent pas à nos normes de production, les exportations à bas prix, telles que nous les connaissons actuellement, pénalisent les agriculteurs des pays en développement. (Voir : [exception agricole](#), [accords de libre échange](#))

Si exporter peut être perçu comme un facteur de croissance pour les entreprises agro-alimentaires, les coopératives, les négociants internationaux ; les agriculteurs n'en bénéficient pas lorsque c'est à prix bas, ce qui cause un déficit pour leur exploitation. La mondialisation des échanges ne profite pas à celui qui produit mais à celui qui vend : **ce n'est pas l'acte de production qui rapporte, ce sont les actes d'achat-vente.**

Selon les productions, le bilan qui peut être tiré de l'export pour les agriculteurs est très nuancé.

Export de céréales : la filière gagnante, l'agriculteur perdant !

S'il est vrai que les exportations de céréales rapportent environ 6 milliards d'euros¹ à la balance commerciale de notre pays, **elles font aussi perdre plus de 1 milliard d'euros aux exploitants, à raison de 60 € perdus sur chaque tonne exportée** (18 millions de tonnes exportées à 140 €/t alors que le coût de production se rapproche de 200 €/t). En revanche, **la coopérative** qui renvoie le blé sur Rouen pour embarquement vers l'Algérie ou autres pays tiers réalise **sa marge quelle que soit la cotation et le bénéfice qu'elle en tire est proportionnel aux quantités expédiées.**

La **concurrence de plus en plus forte de la Russie, de l'Ukraine et de l'Argentine** nous fait perdre des parts de marchés chez nos clients historiques d'Afrique et du Moyen-Orient. Dans un tel contexte, la vocation exportatrice de céréales, qui induit la vocation importatrice de protéines végétales, est sans avenir, sauf à sacrifier encore davantage le revenu de nos céréaliers.

Cette volonté exportatrice déconnectée de la réalité économique qui s'impose aux producteurs les **amène aujourd'hui à s'agrandir ou à disparaître** et finira par des filières industrialisées et totalement intégrées.

¹ Et encore, ces 6 milliards ne sont pas un chiffre net : il faudrait en déduire tous les intrants importés permettant la production de ces céréales.

Nos productions françaises sont déséquilibrées : si les protéines végétales occupaient la part de SAU nécessaire à l'approvisionnement de nos élevages, nous n'aurions pas autant de blé à exporter. Pour nourrir ses animaux d'élevage, **la France importe chaque année 4 millions de tonnes de soja** (graines et tourteaux). À raison de 350 €/t, la **facture annuelle** s'élève donc à plus **d'1 milliard d'euros**. Si la France décidait de sécuriser son approvisionnement en protéines en assurant son autosuffisance c'est une superficie de 1,3 millions d'hectares de blé qu'il faudrait transférer vers la production de plantes riches en protéines, permettant accessoirement une remontée des cours du blé, vu la baisse de sa production.

Quant à l'UE, si elle exporte 30 Mt de blé, elle importe 15 Mt de maïs (principalement d'Ukraine) **et 35 Mt de soja** (graines et tourteaux). Depuis le Dillon Round du GATT et l'accord de Blair House de 1992, l'UE s'est interdit de protéger sa production de protéines végétales. Nous sommes donc très déficitaires sur les grandes cultures. **Il n'y a d'exportations que parce qu'il y a des importations ! L'UE présente un déficit de 28 millions d'hectares²**, équivalent net de surfaces mobilisées chez les pays tiers nécessaires à ses importations annuelles pour assurer son autosuffisance alimentaire.

Pour nous, la priorité serait d'équilibrer le marché européen, par une nouvelle politique agricole clairement régulatrice, avec un **rééquilibrage des productions (céréales et oléoprotéagineux) pour viser l'autosuffisance, seule garante de la sécurité alimentaire, plutôt que de promouvoir l'import/export sur les pays tiers**. Si cette stratégie d'import/export sert dans les deux sens, et donc double, les intérêts de certains opérateurs, elle déstructure toute l'agriculture européenne et nuit à la souveraineté alimentaire de l'UE. À l'heure où le circuit court semble être le leitmotiv il est paradoxal de constater qu'il n'est raisonné qu'à des échelles courtes tandis que les échanges intercontinentaux prospèrent.

Enfin, durant longtemps, **la France exportait de la farine mais nos pays clients se sont équipés en moulins** et **la Turquie nous a pris des parts de marché** grâce à sa stratégie très agressive de subventionnement de sa meunerie.

Lait : le marché mondial est un leurre !

Avec la **fin des quotas laitiers** et la forte demande de pays comme la Chine, des « experts » ont promis aux éleveurs laitiers des lendemains qui chantent. Mais nous l'avons vu avec la crise : les éleveurs ont déchanté ! L'international n'est qu'un **marché où les surplus sont bradés à des prix déconnectés des coûts de production qui viennent contaminer nos prix intérieurs**. Mis à part pour dégager ponctuellement des volumes excédentaires, il est utopique de vouloir se positionner sur le marché mondial toujours dominé par les pays les plus compétitifs du fait notamment de normes sociales, environnementales et sanitaires beaucoup plus légères.

Aujourd'hui, **les cessations d'activité en lait sont nombreuses**, et les producteurs équipés pour produire du volume à bas prix, grâce à leur robot de traite acheté à crédit, comptent parmi les plus fragiles.

Il faut voir également à titre d'exemple les démêlés avec [le chinois Synutra](#).

Viande : fragilité des filières qui exportent

La France produit autant de bovins mâles que femelles, mais consomme plus de femelles que de mâles. Pour réguler ses flux et ses équilibres matières, elle dépend donc en partie du commerce extérieur. **Les débouchés européens, qui accueillent l'essentiel de nos exportations, régulent en grande partie notre marché intérieur**. La France exporte surtout des animaux maigres (broutards, nourrissons) vers l'Italie et l'Espagne, mais compte également sur le marché commun pour une partie de sa viande (Allemagne, Italie, Grèce, Belgique).

² http://operaresearch.eu/files/repository/20111021145548_SummaryHumboldtStudy.pdf / http://operaresearch.eu/files/repository/20111021145840_Etude-Humboldt-FR.pdf

Toutefois, de nombreux acteurs de la filière souhaiteraient que la France se lance sans cesse à la conquête de nouveaux débouchés, ce qui est irresponsable à nos yeux. **En cas de fermetures des marchés** extérieurs (pour des problèmes sanitaires par exemple), notre marché intérieur est déstabilisé, **car nous n'avons pas la capacité de valoriser ces animaux sur notre territoire.** **La logique du « tout export » ne crée que des perdants** : elle met en difficulté nos engraisseur en augmentant la volatilité du prix des animaux maigres, tout en accentuant la dépendance des éleveurs naisseurs face aux aléas économiques et sanitaires des pays étrangers.

Dans le domaine de la viande, à travers sa section spécialisée, **la CR a toujours défendu une vision exportatrice dans le cadre de la mise en adéquation de l'offre et de la demande pour désengorger le marché français et européen.** En outre, un certain degré d'exportations permet de se donner un véritable **contre-pouvoir** notamment **vis-à-vis des abatteurs.**

Enfin, **la CR souhaite défendre l'engraissement sur le territoire français.** Cela permet de sécuriser les débouchés des naisseurs, tout en offrant la possibilité de contourner les blocages sanitaires d'animaux vivants en exportant des carcasses.

Concernant la viande de porc, les importations chinoises ont tiré les prix vers le haut et redonné un bon ballon d'oxygène aux éleveurs. Mais espérons que cette hausse des prix soit durable sur un marché marqué par une concurrence exacerbée avec nos voisins européens et par une volonté de la Chine de réduire sa dépendance !